

# COMMUNE DE DARNEY

## BUDGET FORET

### BUDGET : NOTE DE PRESENTATION BREVE ET SYNTHETIQUE DU COMPTE ADMINISTRATIF 2020

SOMMAIRE :

*I. LE CADRE GENERAL DU BUDGET*

*II. LA SECTION DE FONCTIONNEMENT*

*III. LA SECTION D'INVESTISSEMENT*

*IV. LES DONNEES SYNTHETIQUES DU COMPTE ADMINISTRATIF – RECAPITULATION*

*ANNEXE = EXTRAIT DU CGCT*

#### **I. LE CADRE GENERAL DU BUDGET**

L'article L2313-1 du code général des collectivités territoriales prévoit qu'une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles est jointe au budget primitif ainsi qu'au compte administratif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux.

La présente note répond à cette obligation pour le Service Forêt ; elle est disponible sur le site internet de la commune ou consultable en mairie.

Le budget primitif retrace l'ensemble des dépenses et des recettes autorisées et prévues pour l'année 2020. Il respecte les principes budgétaires : annualité, universalité, unité, équilibre, sincérité. Le budget primitif constitue le premier acte obligatoire du cycle budgétaire annuel de la collectivité. Il doit être voté par l'assemblée délibérante avant le 15 avril de l'année à laquelle il se rapporte, ou le 30 avril l'année de renouvellement de l'assemblée, et transmis au représentant de l'État dans les 15 jours qui suivent son approbation. Par cet acte, le maire, ordonnateur est autorisé à effectuer les opérations de recettes et de dépenses inscrites au budget, pour la période qui s'étend du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre de l'année civile.

Le budget 2020 a été voté le 10 juillet 2020 par le Conseil Municipal. Il peut être consulté sur le site internet ou sur simple demande au secrétariat de la mairie aux heures d'ouvertures des bureaux.

Il a été établi avec la volonté :

- de maîtriser les dépenses de fonctionnement tout en maintenant le niveau et la qualité des services rendus aux habitants ;
- de contenir la dette en limitant le recours à l'emprunt ;
- de mobiliser des subventions auprès du Conseil Départemental et de la Région chaque fois que possible.

Les sections de fonctionnement et investissement structurent le budget de notre collectivité. D'un côté, la gestion des affaires courantes (ou section de fonctionnement) ; et de l'autre la section d'investissement qui a vocation à préparer l'avenir.

**Le compte administratif a été voté le 2 avril 2021**  
**BUDGET FORET 2020**

Il retrace les mouvements des sections de fonctionnement et d'investissement réalisé durant l'exercice 2020.

Présentation de ces mouvements

## **II. LA SECTION DE FONCTIONNEMENT**

### **a) Généralités**

Le budget de fonctionnement permet à notre collectivité d'assurer le quotidien.

La section de fonctionnement regroupe l'ensemble des dépenses et des recettes nécessaires au fonctionnement courant et récurrent du service Forêt. C'est un peu comme le budget d'une famille : le salaire des parents d'un côté et toutes les dépenses quotidiennes de l'autre (alimentation, loisirs, santé, remboursement des crédits...).

Pour notre commune – **Budget Forêt** :

Les recettes de fonctionnement correspondent aux sommes encaissées au titre des prestations fournies à la population (affouages, location de chasse, vente de bois)

**Les recettes réelles de fonctionnement 2020 représentent 5 560.49 €**

Les dépenses de fonctionnement sont constituées par l'entretien de la forêt communale, les achats de matières premières et de fournitures, les prestations de services effectuées, les contributions obligatoires et le reversement au budget commune.

**Les dépenses réelles de fonctionnement 2019 représentent 28 513.68 €** (dont 20 000 € de reversement au budget commune).

Au final, l'écart entre le volume total des recettes de fonctionnement et celui des dépenses de fonctionnement constitue l'autofinancement, c'est à dire, la capacité de la commune à financer elle-même ses projets d'investissement sans recourir nécessairement à un emprunt nouveau.

Les principales recettes pour le service forêt sont :

Les affouages : 668.00 €  
La location de chasse : 3 275,48 €  
Les ventes de bois : 1 616.50 €

Les recettes encaissées sur les quatre dernières années au titre des prestations fournies à la population sont résumées dans le tableau ci-dessous :

2020	2019	2018	2017
5 560.49 €	89 931,55 €	4 146,89 €	21 916.46 €

**b) Les principales dépenses et recettes de la section de fonctionnement :**

DEPENSES	MONTANT	RECETTES	MONTANT
Charges courantes	8 513.68 €	Ventes de produits, prestations	5 560.49 €
Autres charges de gestion courante	20 000.00 €		
Charges financières	0 €		0 €
<b>Total dépenses réelles</b>	<b>28 513.68 €</b>	<b>Total recettes réelles</b>	<b>5 560.49 €</b>
Charges (écritures d'ordre entre section)	0 €	Produits (écritures d'ordre entre section)	0 €
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>28 513.68 €</b>	<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>5 560.49 €</b>

**III. LA SECTION D'INVESTISSEMENT**

**a) Généralités**

Le budget d'investissement prépare l'avenir. Contrairement à la section de fonctionnement qui implique des notions de récurrence et de quotidienneté, la section d'investissement est liée aux projets de la ville à moyen ou long terme. Elle concerne des actions, dépenses ou recettes à caractère exceptionnel. Pour un foyer, l'investissement a trait à tout ce qui contribue à accroître le patrimoine familial : achat d'un bien immobilier et travaux sur ce bien, acquisition d'un véhicule....

Le budget d'investissement du service Forêt regroupe :

- en dépenses : toutes les dépenses faisant varier durablement la valeur ou la consistance du patrimoine de la collectivité. Il s'agit notamment des acquisitions de biens immobiliers, d'études et de travaux soit sur des structures, déjà existantes, soit sur les structures en cours de création.
- en recettes : deux types de recettes coexistent : les recettes dites patrimoniales telles que les subventions d'investissement perçues en lien avec les projets d'investissement retenus (par exemple : des subventions relatives à la construction à la réfection du patrimoine existant,

**b) Les principales dépenses et recettes de la section d'investissement :**

DEPENSES	MONTANT	RECETTES	MONTANT
Travaux sylvicoles	0 €	Autofinancement-mise en réserve	3 292.86 €
<b>Total dépenses réelles</b>	<b>0 €</b>	<b>Total recettes réelles</b>	<b>3 292.86 €</b>
Produits (écritures d'ordre entre section)	0 €	Produits (écritures d'ordre entre section)	0 €
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>0 €</b>	<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>3 292.86 €</b>

c) Les principaux projets de l'année 2020 ont été les suivants : néant

#### IV. LES DONNEES SYNTHETIQUES DU COMPTE ADMINISTRATIF 2018 - RECAPITULATION

##### a) Section de fonctionnement

Excédent reporté 2019 :	+ 54 986.65 €
Recettes de fonctionnement :	+ 5 560.49 €
Dépenses de fonctionnement :	<u>- 28 513.68 €</u>
Excédent cumulé fin 2020 :	<b>+32 033.46 €</b>

##### b) Section d'investissement

Déficit reporté 2019 :	- 3 292.86 €
Recettes d'investissement :	+ 3 292.86 €
Dépenses d'investissement :	<u>..... 0 €</u>
Déficit cumulé fin 2020 :	<b>0 €</b>

Compte tenu des restes à réaliser en dépenses d'investissement, le besoin de financement nécessaire s'élève à 16 000 €.

Nota : Pour les collectivités locales et leurs établissements (communes, départements, régions, EPCI, syndicats mixtes, établissements de coopération interdépartementale), les articles L 2121-26, L3121-17, L4132-16, L 5211-46, L5421-5, L 5621-9, et L5721-6 du code général des collectivités territoriales (CGCT) prévoient le droit pour toute personne physique ou morale de demander communication des procès-verbaux, budgets comptes et arrêtés.

Fait à Darney, le 2 avril 2021

Le Maire,

Yves DESVERNES



## **Annexe**

### **Code général des collectivités territoriales - extrait de l'article L2313-1**

*Les budgets de la commune restent déposés à la mairie et, le cas échéant, à la mairie annexe où ils sont mis sur place à la disposition du public dans les quinze jours qui suivent leur adoption ou éventuellement leur notification après règlement par le représentant de l'État dans le département.*

*Le public est avisé de la mise à disposition de ces documents par tout moyen de publicité au choix du maire.*

*Dans les communes de 3 500 habitants et plus, les documents budgétaires, sans préjudice des dispositions de l'article L2343-2, sont assortis en annexe :*

*1° De données synthétiques sur la situation financière de la commune ;*

*2° De la liste des concours attribués par la commune sous forme de prestations en nature ou de subventions. Ce document est joint au seul compte administratif ;*

*3° De la présentation agrégée des résultats afférents au dernier exercice connu du budget principal et des budgets annexes de la commune. Ce document est joint au seul compte administratif ;*

*4° De la liste des organismes pour lesquels la commune :*

*a) détient une part du capital ;*

*b) a garanti un emprunt ;*

*c) a versé une subvention supérieure à 75 000 euros ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme.*

*La liste indique le nom, la raison sociale et la nature juridique de l'organisme ainsi que la nature et le montant de l'engagement financier de la commune ;*

*5° Supprimé ;*

*6° D'un tableau retraçant l'encours des emprunts garantis par la commune ainsi que l'échéancier de leur amortissement ;*

*7° De la liste des délégués de service public ;*

*8° Du tableau des acquisitions et cessions immobilières mentionné au c de l'article L300-5 du code de l'urbanisme ;*

*9° D'une annexe retraçant l'ensemble des engagements financiers de la collectivité territoriale ou de l'établissement public résultant des contrats de partenariat prévus à l'article L1414-1 ;*

*10° D'une annexe retraçant la dette liée à la part investissements des contrats de partenariat.*

*Lorsqu'une décision modificative ou le budget supplémentaire a pour effet de modifier le contenu de l'une des annexes, celle-ci doit être à nouveau produite pour le vote de la décision modificative ou du budget supplémentaire.*

*Dans ces mêmes communes de 3 500 habitants et plus, les documents visés au 1° font l'objet d'une insertion dans une publication locale diffusée dans la commune.*

*Les communes et leurs groupements de 10 000 habitants et plus ayant institué la taxe d'enlèvement des ordures ménagères et qui assurent au moins la collecte des déchets ménagers retracent dans un état spécial annexé aux documents budgétaires, d'une part, le produit perçu de la taxe précitée et les dotations et participations reçues pour le financement du service, liées notamment aux ventes d'énergie ou de matériaux, aux soutiens reçus des éco-organismes ou aux aides publiques, et d'autre part, les dépenses, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.*

*Les établissements publics de coopération intercommunale et les communes signataires de contrats de ville présentent annuellement un état, annexé à leur budget, retraçant les recettes et les dépenses correspondant aux engagements pris dans le cadre de ces contrats. Y figurent l'ensemble des actions conduites et des moyens apportés par les différentes parties au contrat, notamment les départements et les régions, en distinguant les moyens qui relèvent de la politique de la ville de ceux qui relèvent du droit commun.*

*Pour l'ensemble des communes, les documents budgétaires sont assortis d'états portant sur la situation patrimoniale et financière de la collectivité ainsi que sur ses différents engagements.*

*Une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles est jointe au budget primitif et au compte administratif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux.*

*La présentation prévue au précédent alinéa ainsi que le rapport adressé au conseil municipal à l'occasion du débat sur les orientations budgétaires de l'exercice prévu à l'article L2312-1, la note explicative de synthèse annexée au budget primitif et celle annexée au compte administratif, conformément à l'article L2121-12, sont mis en ligne sur le site internet de la commune, lorsqu'il existe, après l'adoption par le conseil municipal des délibérations auxquelles ils se rapportent et dans des conditions prévues par décret en Conseil d'État.*

*Un décret en Conseil d'État fixe les conditions d'application du présent article.*

